

L'avenir politique de l'Europe

L'expérience du séminaire interuniversitaire
sur l'« *Avenir Politique de l'Europe* »
organisé par le Département de Science politique
de l'UCL et l'Institut belge de Science politique.

Un jeu de rôles

par A.-P. FROGNIER,

Département de Science Politique de l'UCL.



1. « D'étranges aides pour la pensée... »

C'est sous ce titre qu'Herman Kahn passe en revue « quelques instruments non-conformistes utilisés par les stratèges, les spécialistes en contrôle des armements et d'autres encore pour les aider à franchir les barrières qui empêchent de penser aux problèmes étranges et nouveaux de la sécurité dans les années 1960 et 1970 (1). Il traite successivement des « modèles abstraits », des « scénarios », des « jeux de guerre et de paix » et de ce qu'il appelle « exemples historiques » (2).

Le but de ces « étranges aides » est de permettre de recourir à ce qu'on peut appeler des *simulations*, au sens large, c'est-à-dire des procédés de représentation globale d'un phénomène pour l'étudier non plus directement dans sa réalité empirique, jugée trop complexe, trop difficile à saisir, mais sur sa représentation. La simulation permet généralement d'en savoir plus sur les règles de fonctionnement de l'objet d'étude considéré comme un système. S'il est possible de recourir à des procédés d'expérimentation concrète, on pourra valider la simulation. S'il est difficile de faire parler les faits, comme c'est souvent le cas en science politique, surtout dans les problèmes dits de « haute politique », la simulation apparaîtra alors comme un moyen purement heuristique d'en connaître « plus » sur le phénomène, d'en avoir une vision plus cohérente, plus structurée.

(1) H. KAHN, *Thinking About The Unthinkable*, Avon, 1962, p. 133.

(2) *Idem*, pp. 133-182.

Parmi ces étranges aides pour la pensée, Kahn parle d'abord des « modèles abstraits » (3). Ceux-ci sont des tentatives de résumer des comportements dans des équations simples. Le modèle de course aux armements de Richardson en est un bon exemple. Richardson a construit un modèle de course aux armements entre deux Etats sur le principe suivant : le taux d'accroissement des dépenses d'armement d'un pays dépendra positivement du niveau des dépenses du rival, négativement de ses propres dépenses et positivement de griefs permanents. Ce modèle s'exprime dans un système de deux équations différentielles :

$$\begin{aligned} \frac{dx}{dt} &= ay - mx + g \\ \frac{dy}{dt} &= bx - ny + h \end{aligned}$$

où x et y = le niveau des dépenses d'armement de chaque Etat, t = le temps, g et h = le niveau des griefs de chaque Etat vis-à-vis de l'autre, a , b , m et n = les constantes de proportionnalité.

Si le modèle est aussi simple que celui-ci, on peut facilement jouer avec lui en modifiant par exemple les valeurs de ses variables et en observant les modifications qu'elles entraînent (4). Si le modèle est beaucoup plus complexe, il faudra avoir recours aux techniques de simulation, au sens étroit du terme, tel qu'on l'entend en recherche opérationnelle. Celles-ci exigeront le plus souvent un recours aux ordinateurs.

Les « scénarios » sont, d'après Kahn, des tentatives de décrire avec plus ou moins de détails des séquences hypothétiques d'événements (5). On pourrait les définir plus précisément comme une technique de formulation d'hypothèses basée sur l'application d'opérations logiques simples, surtout celle d'implication sur des événements possibles. Si A, alors B... si A' alors B'... si B, alors soit C, soit C'... si C', alors D. Kahn voit plusieurs intérêts à utiliser la technique des scénarios (6), notamment :

a) ils forcent à prendre en considération des alternatives auxquelles on ne songerait pas si on n'essayait pas d'explorer tout le champ des possibles,

b) ils mettent l'accent sur les détails et sur l'aspect dynamique du processus,

(3) *Idem.*, pp. 133-150.

(4) Cf l'interprétation du modèle de Richardson par A. RAPOPORT, *Combats, Débats et Jeux*, Dunod, 1967, chap. 1 et 2.

(5) H. KAHN, *idem*, pp. 150-164.

(6) *Idem.*, pp. 151 et 152.

c) ils aident à mettre en lumière l'interaction des facteurs psychologiques, sociaux, politiques et militaires et permettent de rendre plus concrets les cas à étudier.

Ce que Kahn appelle « jeux de guerre et de paix » rentre dans la catégorie des « jeux de rôles » (7). Comme les scénarios, ils visent à constituer une séquence hypothétique d'évènements, mais cette fois, c'est le produit d'une création continue d'un groupe de « joueurs » avec son « histoire » propre. Il ne s'agit plus, comme dans le cas précédent, d'examiner « à froid » toutes les alternatives intéressantes d'une situation, mais de confier à un groupe la création d'une tranche d'histoire à analyser par après. Les jeux de rôles peuvent porter soit sur des situations concrètes, les rôles étant ceux d'acteurs existant comme des Etats, des groupes d'intérêt, etc... ou sur des situations abstraites où c'est le contenu psychologique des rôles qui est mis en avant, agressivité, conciliation, etc. Par rapport aux scénarios, le jeu de rôles met l'accent sur les aspects humains du problème à étudier. Par contre, c'est une technique moins souple que la précédente, le jeu s'orientant comme le veulent les joueurs et la réalité du groupe étant très éloignée de la réalité de la situation à étudier. Par exemple, les effets du temps sont difficiles à intégrer dans le jeu tandis qu'ils peuvent être plus faciles à incorporer dans un scénario.

Dans « exemple historique », Kahn se réfère à des morceaux d'histoire du passé pour tenter d'interpréter l'histoire présente et pour conjecturer l'histoire future (8). Il termine ce sujet en parlant des dernières « aides étranges » qui sont la littérature et le théâtre et de leur rôle comme sources d'hypothèses.

2. Le jeu de rôles sur l'avenir politique de l'Europe.

Pendant l'année académique 1970-1971, le Département de Science Politique de l'U.C.L. a organisé en collaboration avec l'Institut Belge de Science Politique un séminaire de 3ème cycle interuniversitaire sur « l'Avenir Politique de l'Europe » (9).

Le but de ce séminaire était de susciter de nouvelles hypothèses concernant l'avenir politique de l'Europe en faisant appel à une de ces techniques

(7) *Idem*, pp. 164-182.

(8) *Idem*, pp. 182-186.

(9) Y ont participé MM. les professeurs Buchmann (UCL) et Bernard (ULB); De Raeymacker, van den Hove et Barréa (UCL); le capitaine Guérisse (ERM); Mesdames Péres et Massart (UCL); Mesdemoiselles Mathy (Fac. N.-D. de la Paix, Namur) et Simmons (UCL); MM. A. Philippart (ULB); Van de Meersche et Van Depoele (KUL); Seiler (Fac. N.-D. de la paix) et Nys (ULB); Moreno d'Oliveira e Souza et Frogner (UCL); Taymans, Gulset, Magerat et Donck, membres du club de réflexion politique « Erasme »; Boogaerts et Lafleur, doctorants; les étudiants membres du groupe pacifiste « Gandhi ».

mises en lumière par Kahn : le jeu de rôles.. Il s'agissait surtout de se rendre compte, à la lumière d'une expérience simple, des difficultés que cette technique entraîne pour être à même de procéder plus tard à une expérience plus sophistiquée.

Il y eut 7 séances. Les premières ont servi à préciser les hypothèses de départ et pendant les suivantes les participants ont joué et ont réfléchi aux problèmes méthodologiques que le jeu leur posait. La plupart des participants n'était pas spécialistes du problème à étudier. Le jeu fut réaliste : les participants ont été divisés en groupes de « délégués nationaux » d'Etats existants. Ils étaient censés s'informer sur leur rôle avant chaque séance. Au cours des séances on leur demandait de « réagir » face aux hypothèses de départ et aux prises de position de leurs collègues, en essayant de se mettre à la place de délégués nationaux réels. Tout le monde était bien conscient des défauts d'un pareil réalisme, mais le but n'était pas tant de reproduire exactement l'attitude de l'Etat, mais de permettre aux participants de susciter de nouvelles hypothèses sur le processus étudié qu'ils n'auraient sans doute pas été capables de lancer sans cette mise en condition. Les débats étaient enregistrés et un résumé des débats précédents était envoyé aux participants avant la séance suivante.

Les compte-rendus qui suivent ont été réalisés sur base des bandes et des résumés. On s'est borné à faire ressortir les moments essentiels des débats et on a ajouté des notes d'ambiance.

3. Hypothèses de base.

Le jeu a été basé sur un petit scénario. Celui-ci a créé la situation de départ à partir de laquelle le jeu s'est déroulé.

Les USA décident unilatéralement de retirer leurs troupes et tout leur potentiel d'armement de l'Europe, sauf de Berlin où une présence militaire symbolique reste assurée. Ils estiment que les Européens doivent prendre en main leur défense et les frais qu'elle entraîne. Ils doivent ainsi mettre fin à leur irresponsabilité en ce domaine qui revient à laisser aux Américains la charge de la défense européenne alors que les Européens eux-mêmes n'apportent que peu de soutien à la politique mondiale des USA.

Sur cette base, le jeu a commencé à tourner. On peut diviser son déroulement en deux parties. La première, qu'on intitulera « JEU N° 1 : CONFÉRENCE USA - EUROPE » veut représenter le premier échange de vue entre les USA et plusieurs Etats européens, la Grande-Bretagne, le Benelux, l'Allemagne de l'Ouest et l'Italie, après la décision américaine. En étudiant cette séance, les participants du séminaire se sont rendus compte d'une double nécessité : 1° être mieux informés des effets de leurs décisions et 2° trouver des moyens d'être original, de sortir des compor-

tements trop conformistes. Le jeu a redémarré alors sur une base un peu différente. On l'appellera « JEU N° 2 : CONFERENCE INTER-EUROPEENNE ». Les Européens sont censés se retrouver entre eux, sans les USA et l'Allemagne de l'Ouest, pour discuter d'une politique commune avec deux sortes de nouveaux joueurs : 1° des « experts militaires » et 2° des « pacifistes ». Les premiers sont appelés à donner l'avis de techniciens de la sécurité ; les seconds doivent servir à rendre plus originaux les débats, à faire apparaître des développements inattendus. Le cadre institutionnel de ces Conférences est indéfini. Au départ, certains proposaient de la caractériser comme « Conseil des Ministres de la CEE élargi ». On est en 1971.

4. Jeu n° 1 : conférence U.S.A. - Europe.

Ce sont le Benelux et l'Allemagne qui expriment les premiers leur réaction : « Nous regrettons que les USA nous aient mis devant le fait accompli : l'idéal aurait été de décider en commun d'un calendrier échelonné du retrait des troupes. Cela aurait notamment permis à l'Europe de participer avec plus de poids à la Conférence sur la Sécurité ». Il est clair que les autres Etats européens sont irrités par la décision que les USA ont prise sans les consulter. Ils posent aux USA la question suivante : « Les engagements des USA, surtout nucléaires, vis-à-vis de l'Europe subsistent-ils ? ». La réponse américaine est clairement positive et ils précisent : « Ce que nous désirons, ce n'est pas enlever aux Européens la protection que nous avons promise, mais les faire participer plus qu'avant à leur défense ».

L'Allemagne se sent dans une situation de grande insécurité (10). Elle se demande si le moment n'est pas venu de se poser le problème de la réforme de l'OTAN : « Nous aurions besoin d'une organisation de défense plus typiquement européenne pour remplir le vide laissé par les USA ». La séance est suspendue quelques instants.

Lorsqu'elle reprend, la France et la Grande-Bretagne annoncent leur volonté de collaborer plus étroitement sur le plan militaire, surtout au niveau nucléaire et affirment leur détermination de défendre l'Allemagne contre toute tentative agressive de l'Est. Cette prise de position ne semble pas satisfaire entièrement les Allemands : « Les Français et les Anglais mourront-ils pour Berlin ? ». Le Benelux tente de calmer les appréhensions de l'Allemagne et précise sa position : « La situation n'est pas si grave. Le parapluie nucléaire américain subsiste et nous sommes en pleine détente. L'Europe ne doit pas se lancer dans une politique de défense onéreuse.

(10) La séance s'est tenue avant l'annonce des accords germano-soviétiques.

Il vaut mieux améliorer nos relations avec l'Est et resserrer les liens entre Européens de l'Ouest. Nous sommes pour une communauté politique européenne élargie — Grande-Bretagne et pays scandinaves aussi — avec l'intégration des défenses plus un traité de protection nucléaire avec les USA ». Cette proposition semble plaire aux USA, plus en tout cas que la position franco-britannique : « Les USA pourraient aider l'Europe à constituer son arsenal nucléaire. De toutes façons, nos préférences vont à un consortium européen de défense, plus large qu'une simple coopération entre Français et Anglais. Il est indispensable que les Etats européens prennent maintenant en main leur défense. Que feraient-ils si l'URSS mettait la main sur Berlin ? » S'ensuit un échange assez vif entre la France et les USA. Le délégué français n'accepte pas que l'on doute de la détermination franco-britannique de défendre Berlin. Les USA ne croient pas à la crédibilité de cet engagement.

Après une nouvelle suspension de séance, le délégué français fait part de la position française. A court terme, il s'agit d'établir « ... un Secrétariat Permanent du Conseil des Ministres de la CEE sur le modèle du Plan Fouchet II » et de créer un groupe européen homogène dans l'Alliance Atlantique. A plus long terme, la France considère que le seul moyen de régler définitivement le problème de la sécurité en Europe est d'améliorer les relations entre les deux Europes sur une base différente de celle des blocs. Elle souhaite pour cela que la Conférence sur la Sécurité Européenne ait un résultat réellement positif en ce domaine. Pour cela, « ... nous proposons de mettre à son ordre du jour le projet de constituer une Organisation des Etats Européens comme il existe une OEA ou une OUA avec une Assemblée et un exécutif pour régler entre Européens les problèmes qui les concernent ». Les autres Etats européens semblent intéressés par la position française. L'Allemagne exprime toutefois ses réticences pour tout projet politique avant que le problème stratégique de sa sécurité ne soit réglé. Le Benelux précise qu'il ne peut être question pour lui de ralentir le processus d'intégration européenne. Au contraire, « Le problème de la défense de l'Europe doit être un catalyseur de l'unité européenne ». Le délégué américain qui s'était tu pendant tout cet échange de vue intervient alors avec vigueur en ce qui concerne la Conférence sur la Sécurité Européenne : « Si les USA étaient invités à cette Conférence, ils n'y viendraient pas. Nous pensons que les Européens doivent d'abord constituer leur propre politique de défense et rétablir leur crédibilité. Je signale que les USA accepteraient de vendre ou de louer leur matériel qui est en train de quitter l'Europe aux Européens qui les souhaiteraient ». Cette prise de position sur la Conférence de la Sécurité Européenne n'est pas très appréciée des Européens. Ceux-ci se mettent d'accord sur le principe d'exprimer

une position commune lors de la prochaine réunion de l'Alliance Atlantique. La séance est alors levée.

5. Jeu n° 2 : Conférence inter-européenne.

Cette conférence s'ouvre par un rapport des experts militaires. Le problème est le suivant. La présence des USA était une sorte de détonateur d'un conflit nucléaire général si les Russes voulaient envahir l'Europe. La politique française visait à y ajouter un détonateur français pour conduire sûrement à la guerre mondiale même si les USA n'y étaient pas entièrement décidés. Si les USA s'en vont comment réagiront-ils en cas d'invasion de l'Europe ? Un détonateur franco-anglais sera-t-il suffisant pour les faire intervenir au mieux des intérêts européens ? Ne se borneront-ils pas, par exemple, à n'attaquer que les troupes de l'Est se trouvant sur le *territoire de l'Europe de l'Ouest* ?

Pour la France, il ne faut pas continuer à raisonner dans l'esprit des blocs. Concurrément à un accroissement de la coopération des Etats européens en matière de défense, dont le noyau doit être la collaboration franco-britannique, il faut diminuer la tension politique entre les deux Europes pour atteindre un nouvel équilibre stratégique-politique. « La seule solution n'est-elle pas alors de resserrer les liens politiques avec l'URSS pour diminuer par là même le niveau d'armement nécessaire à l'Europe de l'Ouest afin de combler le vide laissé par le départ des Américains ? On pourrait songer à des traités de non recours à la force entre Etats des deux Europes et à discuter le problème de la reconnaissance de la DDR. Nous rappelons d'autre part, la proposition faite précédemment d'édifier une Organisation des Etats Européens ». Le Benelux est réticent. Il faudrait avoir des preuves tout à fait tangibles de la bonne volonté soviétique. Pour le Benelux, le problème se pose comme suit : « ou bien l'URSS fait des concessions réelles sur le plan de la défense en Europe et alors l'Europe ne doit plus nécessairement songer à devenir une super-puissance militaire ou bien elle ne fait pas de concessions réelles et alors il faut songer à s'intégrer militairement et notamment aller plus loin dans le sens de l'intégration que la seule coopération franco britannique ». Le Benelux propose alors de tester les Russes en leur demandant de reculer leurs troupes jusqu'à leurs frontières. Les experts militaires répondent immédiatement : « De toutes façons, les Russes peuvent revenir beaucoup plus facilement que les USA ». Le Benelux propose alors d'introduire un système de contrôle des armements. On ne parvient pas à se mettre d'accord sur la manière de tester les Russes. Les experts font remarquer qu'il ne faut pas interpréter tout geste de détente de la part des Soviétiques comme une concession. Ils pourraient par exemple être tentés de faire des avances

à l'Allemagne pour la séparer d'un bloc où elle se sentirait en insécurité. Les experts insistent pour que les Etats réfléchissent dans l'hypothèse du pire, c'est-à-dire qu'il n'y ait pas de détente, plutôt que dans celle du mieux, une détente réelle. Sont-ils prêts dans ce cas à faire sentir un effort supplémentaire au niveau de l'armement ? Quelle forme d'organisation militaire adopter ? Quel serait le statut de l'Allemagne ?

Les pacifistes ne sont pas d'accord avec cette manière de penser. Pour eux, « ... c'est en raisonnant selon la politique du pire que le pire finira toujours par arriver ». Sur le plan politique, de plus, on peut s'attendre, selon eux, à une forte résistance dans plusieurs Etats européens à un accroissement de l'effort militaire. Le délégué anglais acquiesce : il craint une réaction des Eglises. Les pacifistes poursuivent : « Du point de vue de la France, cette option impliquerait que les dirigeants devront accepter publiquement le débat avec les opposants à la force de frappe. Ce n'est pas sans danger pour le pouvoir. Si l'Europe entrait de plein pied dans une course aux armements, elle peut s'attendre à des manifestations pacifistes dans toutes ses capitales ! Quelle sera d'autre part la réaction des milieux sociaux devant les sacrifices financiers à consentir pour l'armement ? ». La séance est suspendue.

A la reprise, le délégué italien fait part de la difficulté d'accroître l'effort militaire italien, vu les problèmes budgétaires devant lesquels se trouve le gouvernement italien et le risque de remous sociaux consécutifs aux sacrifices qu'imposeraient de nouvelles dépenses. Pour le Benelux, la période actuelle n'est guère favorable non plus. Ce problème retient l'attention de tous.

Les experts soulèvent le problème du statut de l'Allemagne. Peut-on penser à une défense européenne intégrée sans la présence de l'Allemagne de l'Ouest ? Si on ne la convie pas à participer, elle risque de tomber dans le champ d'attraction soviétique; si on l'invite, on la nucléarise avec le danger d'un retour de la guerre froide. Des experts proposent de faire quelques concessions à l'Est pour leur faire admettre cette nucléarisation et avancent le plan suivant :

- a) reconnaissance de la DDR,
- b) souplesse sur Berlin,
- c) intégrer l'Allemagne de l'Ouest dans une Europe nucléaire.

Certains experts pendant d'autre part que la conjoncture est bonne pour penser à une relance de la CED « ... vu l'évolution des trois facteurs : 1° diminution de la tension internationale, 2° la disparition des colonies qui justifiaient le maintien d'armées nationales, 3° l'armée allemande n'est plus inexistante ». La séance est levée. Il est impossible de continuer sans consulter l'Allemagne de l'Ouest elle-même.

6. Bilan et perspectives.

Les participants de ce jeu de rôles sont tombés d'accord pour estimer que cette expérience méritait d'être poursuivie. Il s'agira toutefois de profiter des leçons de l'expérience pour rendre la technique plus efficace. On peut faire de nombreux reproches à ce jeu qui a été joué sans trop s'occuper au départ de problèmes de méthode. Le spécialiste de la politique internationale y trouvera sans doute beaucoup d'in vraisemblance et encore plus de naïveté. Le méthodologue des groupes y repérera bien des erreurs au plan de l'animation. Il n'empêche que ces petits morceaux d'histoire artificielle sont néanmoins capables de poser plusieurs problèmes intéressants comme ceux de l'évolution des coalitions en Europe (la collaboration franco-britannique) et des effets sociaux possibles consécutifs à un accroissement des dépenses d'armement des Etats européens, pour ne prendre que deux exemples.

Le professeur Bernard a bien voulu rédiger une note relative à ce séminaire. Elle précise clairement quelles sont les limites et les intérêts de cette formule. Elle contient en même temps quelques indications concernant son évolution possible.

Pour le Professeur Bernard, « Il s'agit d'une expérience-pilote dont on ne peut tirer que des enseignements généraux en raison des limitations qu'elle comportait normalement :

- improvisation du travail;
- manque d'experts ayant une connaissance pratique des exercices de simulation dans ce domaine;
- manque de briefing préalable des participants qui n'ont pas disposé d'un dossier du problème;
- définition sommaire et intuitive des contraintes politiques et techniques pesant sur chaque négociateur. ».

En dépit de ces limitations, « l'intérêt pédagogique est néanmoins considérable :

- la faiblesse de la marge de décision des acteurs est intuitivement perçue dès le début;
- les participants perçoivent rapidement l'interdépendance des aspects techniques et psychologiques des problèmes étudiés;
- ils se rendent, de même, compte rapidement de la nécessité de disposer, en tout état de cause, d'un corpus de connaissances permettant de prévoir les risques que comportent, pour le futur, les décisions prises ou envisagées;

- si gouverner c'est prévoir, il n'y a pas de décision possible sans prospective.
- la possibilité de coups de théâtre est bien valorisée; l'exercice a montré que si la marge de décision reste faible aussi longtemps que le jeu reste stable, un bouleversement de la règle du jeu n'est jamais exclu à priori;
- l'intervention des « joueurs » « pacifistes » a été très instructive à cet égard. »

Le Professeur Bernard termine en disant : « Il serait intéressant de concrétiser l'expérience en rejouant le même thème dans un séminaire normal comportant :

- un groupe de joueurs dont certains seraient étudiants;
- un public d'étudiants qui prendraient part au briefing initial, aux échanges de vues ménagés en « entracte » et à l'analyse finale des résultats.

Cette normalisation de la formule semble impliquer :

- la constitution d'un dossier préalable du problème;
- la mise à la disposition des acteurs d'un modèle de système politique définissant les contraintes qui pèsent sur eux;
- la mise au point d'une procédure d'information et de « monitoring » qui permette de faire fluctuer les variables du système en cours de jeu;
- la présence permanente d'un directeur de jeu capable d'imposer le respect strict de la règle du jeu;
- l'aménagement d'entre actes suffisamment fréquents pour que les joueurs puissent faire le point à intervalle régulier. »

Ce qui intéressera le plus le chercheur en science politique, c'est sans doute la constitution du modèle de système politique dont parle le professeur Bernard. Un tel modèle doit surtout être capable de mettre les joueurs face à une évaluation constante de leurs décisions; il doit permettre le « feed-back » des effets des décisions des joueurs au comportement des joueurs eux-mêmes. Une ligne de recherche dans ce domaine est à notre sens celle des « jeux d'entreprises » (« business games ») où les joueurs sont en interaction constante avec un modèle programmé sur ordinateur. Si les joueurs peuvent disposer d'un terminal « en ligne », ils peuvent alors être avertis instantanément des résultats de leurs décisions. En science politique, il est certain que le problème de la constitution de modèles mathématiques ou logiques se pose autrement qu'en science économique. On ne dispose pas de modèle de base unanimement reconnu et le nombre de

variables qualitatives est nettement plus élevé. Des tentatives ont pourtant déjà été faites de construire de tels modèles et même de jouer des « jeux politiques » dans le secteur des relations internationales avec interaction entre les joueurs et un ou des terminaux d'ordinateurs (11). Pour permettre à une expérience comme celle que nous avons relaté ici d'être tout à fait concluante, c'est dans ce sens là qu'il faut, sans doute, se diriger.

11. Le plus connu de ces jeux politiques est l'« Inter-Nation Simulation » d'Harold Guetkow et de son équipe de l'Université de Northwestern. Cf H. GUETKOW *et al.*, *Simulation In International Relations : Developments For Research And Thinkink*, Englewood Cliffs, New Jersey ; Prentice Hall, 1963. Pour un compte rendu général de l'évolution de ce genre de jeux politiques, on pourra lire l'article de P. SMOKER, « La Simulation des Relations Internationales », *L'Informatique*, n° 13, février 1971.

